



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Chiffres clés

**PLF 2024
LPFP 2023–2027**

Principaux éléments de cadrage économique

Taux de variation en volume, sauf indications contraires

	Exécution 2022	Prévision 2023	Prévision 2024
ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL			
Taux de croissance du PIB aux États-Unis (en %)	2,1	2,1	0,8
Taux de croissance du PIB dans la zone euro (en %)	3,4	0,9	1,3
Prix à la consommation dans la zone euro (en %)	8,4	5,4	2,9
Prix du baril de Brent (en dollars)	101	82	86
Taux de change euro/dollar	1,10	1,10	1,10
ÉCONOMIE FRANÇAISE			
PIB total (valeur en milliards d'euros)	2 639,1	2 818,1	2 930,8
Variation en volume (en %)	2,5	1,0	1,4
Variation en valeur (en %)	5,5	6,8	4,0
Pouvoir d'achat du revenu disponible (en %) ¹	0,2	1,3	1,3
Dépenses de consommation des ménages (en %)	2,1	-0,2	1,8
Investissement des entreprises non financières (en %)	3,8	3,2	0,9
Exportations (en %)	7,4	2,1	3,5
Importations (en %)	8,8	0,3	3,1
Prix à la consommation (hors tabac, en %)	5,3	4,8	2,5
Balance commerciale (biens, données douanières FAB-FAB) (en milliards d'euros)	-163	-105	-95
Capacité de financement des administrations publiques (en % du PIB) ²	-4,8	-4,9	-4,4

(1) Déflaté par le déflateur de la consommation des ménages

(2) Capacité de financement au sens des règles du traité de Maastricht

Programmation des finances publiques

En milliards d'euros, comptabilité nationale	Exécution 2022	Révisé 2023	Prévision 2024
Solde des administrations publiques (en % de PIB)	-4,8	-4,9	-4,4
<i>dont État</i>	<i>-5,7</i>	<i>-5,3</i>	<i>-4,6</i>
<i>dont organismes divers d'administration centrale (ODAC)</i>	<i>0,5</i>	<i>-0,1</i>	<i>-0,1</i>
<i>dont administrations publiques locales (APUL)</i>	<i>0,0</i>	<i>-0,3</i>	<i>-0,3</i>
<i>dont administrations de sécurité sociale (ASSO)</i>	<i>0,4</i>	<i>0,7</i>	<i>0,6</i>
Solde structurel des administrations publiques (en % du PIB potentiel)	-4,2	-4,1	-3,7
Ajustement structurel	1,0	0,0	0,5
Dettes publiques (en % de PIB)	111,8	109,7	109,7
Taux de prélèvements obligatoires nets des crédits d'impôt (en % de PIB)	45,4	44,0	44,1
Taux de prélèvements obligatoires corrigé des effets du bouclier tarifaire (en % de PIB)	45,6	44,4	44,4
Dépenses publiques hors crédits d'impôt (% de PIB)	57,7	55,9	55,3
Taux de croissance des dépenses publiques* (en volume)	-1,1	-1,3	0,5
IPC hors tabac (%)	5,3	4,8	2,5
Croissance du PIB en volume (%)	2,5	1,0	1,4

* Hors effet de la suppression du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi.

Solde général du budget de l'État

En milliards d'euros, comptabilité budgétaire	Exécution 2022	LFI 2023	Révisé 2023	PLF 2024
Dépenses nettes^{1 3}	505,4	520,6	524,4	511,6
<i>dont dépenses du budget général</i>	438,2	450,0	455,5	445,1
<i>dont prélèvements sur recettes au profit des collectivités territoriales</i>	43,0	45,6	44,5	44,8
<i>dont prélèvement sur recettes au profit de l'Union européenne</i>	24,2	25,0	24,4	21,6
Recettes nettes³	347,2	359,1	358,0	372,1
<i>dont impôt sur le revenu</i>	89,0	87,3	90,7	94,1
<i>dont impôt sur les sociétés</i>	62,1	55,3	61,3	72,2
<i>dont taxe sur la valeur ajoutée²</i>	100,8	94,7	96,3	100,4
<i>dont taxe intérieure sur les produits de consommation sur les produits énergétiques</i>	18,0	16,6	16,4	16,4
<i>dont autres recettes fiscales</i>	53,4	74,3	67,4	66,3
<i>dont recettes non fiscales</i>	23,9	30,9	26,0	22,6
Solde des budgets annexes	0,0	0,1	0,1	0,2
Solde des comptes spéciaux	6,7	-3,6	-5,8	-5,1
SOLDE GÉNÉRAL	-151,4	-164,9	-172,1	-144,5

(1) Par convention, les prélèvements sur recettes au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne sont inclus sur la ligne « Dépenses ». Les dépenses sont présentées nettes des remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat et d'impôt locaux en 2022.

(2) Depuis 2022, la compensation de la suppression de la contribution audiovisuelle publique s'effectue par l'affectation de TVA au compte de concours financier « avances à l'audiovisuel public ». Depuis 2023 la compensation de la suppression de la CVAE aux collectivités a réduit la part de TVA revenant à l'Etat.

(3) La loi organique du 28 décembre 2021 relative à la modernisation de la gestion des finances publiques prévoit une modification de la définition des recettes fiscales nettes, où celles-ci s'entendraient comme la différence entre les recettes fiscales brutes et les remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat uniquement, les remboursements et dégrèvements d'impôts locaux étant désormais comptabilisés en dépenses. Cette nouvelle définition a été appliquée pour la première fois dans le cadre de la LFI pour 2023.

Dépenses de l'État

En CP en milliards d'euros	LFI 2023 ¹	PLF 2024	Prévision 2025 ¹	Prévision 2026 ¹
Crédits budgétaires ²	340,6	334,3	345,7	351,0
Taxes et recettes affectées plafonnées	20,2	21,8	22,3	22,2
Budgets annexes ³ et comptes spéciaux relevant du périmètre des dépenses de l'État ⁴	70,7	74,3	76,3	77,7
Prélèvements sur recettes au profit des collectivités territoriales	45,6	44,8	45,2	45,7
Prélèvements sur recettes au profit de l'Union européenne	25,0	21,6	27,4	27,8
Retraitements des flux internes au budget de l'État	-6,0	-6,0	-6,0	-6,0
Economies issues des revues de dépenses			-6,0	-6,0
Périmètre des dépenses de l'État	496,1	490,9	504,9	512,4
Charges de la dette ⁵	51,7	52,2	55,7	61,0
Cantonement de la dette liée à la crise Covid (P369)	6,6	6,5	8,7	9,0

(1) Au format du PLF pour 2024

(2) Hors contributions directes de l'État au CAS « Pensions »

(3) « Contrôle et exploitation aériens » et « Publications officielles et information administrative » ; hors contributions directes de l'État au CAS « Pensions »

(4) CAS « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » (hors programme 755), « Développement agricole et rural », « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale », « Gestion du patrimoine immobilier de l'État » (hors programme 721), « Pensions » (hors programme 743), et CCF « Avances à l'audiovisuel public »

(5) Programmes 117 « Charge de la dette et trésorerie de l'État » et 355 « Charge de la dette de SNCF réseau reprise par l'État »

Crédits budgétaires des missions du budget général de l'État

32 MISSIONS hors mission Remboursements et dégrèvements - En CP en milliards d'euros, Hors contributions directes de l'État au CAS « Pensions »	LFI 2023 ¹	PLF 2024	Prévi- sion 2025 ¹	Prévi- sion 2026 ¹
Action extérieure de l'État	3,1	3,3	3,4	3,4
Administration générale et territoriale de l'État	3,5	3,9	4,3	4,6
Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales	3,6	4,5	4,5	4,6
Aide publique au développement	5,9	5,9	6,4	6,9
Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation	1,9	1,9	1,8	1,7
Cohésion des territoires	17,9	19,4	19,7	20,2
Conseil et contrôle de l'État	0,7	0,7	0,7	0,7
Crédits non répartis	1,2	0,5	0,2	0,2
Culture	3,5	3,7	3,8	3,8
Défense	43,9	47,2	50,5	53,7
Direction de l'action du Gouvernement	0,9	1,0	1,0	1,0
Écologie, développement et mobilité durables	35,7	20,7	25,6	26,3
<i>dont P345 « Service public de l'énergie » et indemnité exceptionnelle carburant</i>	21,7	5,5	9,8	9,9
<i>hors P345 et indemnité exceptionnelle carburant</i>	14,0	15,2	15,8	16,4
Économie	7,7	4,1	3,9	3,9
Engagements financiers de l'État	61,2	60,8	66,0	71,0
Enseignement scolaire	60,3	64,2	65,1	65,4
Gestion des finances publiques	8,0	8,3	8,4	8,3
Immigration, asile et intégration	2,0	2,2	2,2	2,3
Investir pour la France de 2030	6,1	7,7	8,5	7,7
Justice	9,6	10,1	10,7	10,7
Médias, livre et industries culturelles	0,7	0,7	0,7	0,7
Outre-mer	2,5	2,6	2,6	2,6
Plan de relance	4,4	1,4	0,7	0,6
Pouvoirs publics	1,1	1,1	1,1	1,2
Recherche et enseignement supérieur	30,6	31,6	32,1	32,7
Régimes sociaux et de retraite	6,2	6,2	6,4	6,4
Relations avec les collectivités territoriales	4,5	4,3	4,2	4,2
<i>dont dispositifs exceptionnels</i>	0,4	0,1	0,0	0,0
<i>hors dispositifs exceptionnels</i>	4,1	4,2	4,2	4,2
Santé	3,4	2,3	1,9	2,0
<i>dont programme 379 « Compensation à la Sécurité sociale (FRR et dons de vaccins) »</i>	1,9	0,9	0,4	0,5
<i>dont autres programmes</i>	1,4	1,4	1,5	1,5
Sécurités	16,1	16,5	17,0	17,5
Solidarité, insertion et égalité des chances	29,4	30,7	31,8	32,9
Sport, jeunesse et vie associative	1,8	1,8	1,6	1,6
Transformation et fonction publiques	1,1	1,1	0,8	0,8
Travail et emploi	20,7	22,4	22,4	21,6

(1) Au format du PLF pour 2024

Emplois État et opérateurs

Budget général et budgets annexes

MINISTÈRES	État			Opérateurs			État et opérateurs	
	Schéma d'emplois ¹		Plafond d'emplois ² PLF 2024	Schéma d'emplois ¹		Plafond d'emplois ² PLF 2024	Schéma d'emplois ¹	
	LFI 2023 ³	PLF 2024		LFI 2023 ³	PLF 2024		LFI 2023 ³	PLF 2024
Agriculture et Souveraineté alimentaire	+149	+180	30 458	-31	+41	14 675	+118	+221
Armées	+1 547	+456	271 852	+36	+124	13 283	+1 583	+580
Culture	+5	+22	9 163	-	+29	20 044	+5	+51
Économie, Finances et Souveraineté industrielle et numérique	-546	-33	125 789	+38	+36	8 617	-508	+3
Éducation nationale et Jeunesse	+2 000	+560	1 060 503	-	-	3 067	+2 000	+560
Enseignement supérieur et Recherche	+25	+15	5 119	+755	+746	246 417	+780	+761
Europe et Affaires étrangères	+106	+165	13 761	-	-	5 975	+106	+165
Intérieur et Outre-mer	+3 069	+2 653	303 839	+40	+28	3 202	+3 109	+2 681
Justice	+2 253	+1 925	94 916	+60	+36	791	+2 313	+1 961
Santé et Prévention	-	-	-	-	-	131	-	-
Services du Premier ministre	+208	+199	10 421	+5	-3	1 456	+213	+196
Solidarités et Familles	+54	+68	5 040	-105	+10	8 452	-51	+78
Sports et Jeux olympiques et paralympiques	-	-	1 442	+5	-97	683	+5	-97
Transformation et fonction publiques	+39	+48	514	-	+10	651	+39	+58
Transition écologique et Cohésion des territoires	+6	+417	35 945	+39	+315	19 965	+45	+732
Transition énergétique	-	-	-	+13	+3	3 740	+13	+3
Travail, Plein emploi et Insertion	+60	+7	7 799	+979	+300	56 341	+1 039	+307
TOTAL Budget général	+8 975	+6 682	1 976 561	+1 834	+1 578	407 490	+10 809	+8 260
Contrôle et exploitation aériens	-	+28	10 439	-4	-	791	-4	+28
Publications officielles et information administrative	-15	-15	484	-	-	-	-15	-15
TOTAL Budgets annexes	-15	+13	10 923	-4	-	791	-19	+13
TOTAL GÉNÉRAL	+8 960	+6 695	1 987 484	+1 830	+1 578	408 281	+10 790	+8 273

(1) Schéma d'emplois en ETP

(2) Plafond d'emplois en ETP

(3) Format 2024

economie.gouv.fr
PLF 2024